

**COLLÈGE  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL  
MARIE-VICTORIN**

**POLITIQUE NUMÉRO 17 CONCERNANT  
LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT**

**Approuvée le 4 avril 1996**

**Amendée le 27 janvier 2003**  
CA-2003-92-770

*L'usage du genre masculin inclut le genre féminin; il n'est utilisé que pour alléger le texte.*

## **PRÉAMBULE**

Au cours des dernières années, le Collège a cherché à rappeler, que ce soit par le biais de son projet éducatif, de sa politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages, de son plan institutionnel de la réussite, de sa politique institutionnelle d'amélioration et de valorisation de la langue française et tout récemment par la mise en place d'un modèle d'autoévaluation institutionnelle, toute l'importance qu'il accorde aux différentes activités de perfectionnement.

Dans ce contexte, non seulement l'ouverture à de nouveaux savoirs mais aussi une meilleure découverte de soi et des autres se révèlent comme des enjeux majeurs qui doivent conditionner nos stratégies de perfectionnement.

En ce sens, le Collège reconnaît l'importance :

- d'offrir et d'intégrer des activités de formation et de perfectionnement qui soient en conformité et en harmonie avec nos objectifs institutionnels;
- d'encourager le perfectionnement enseignant particulièrement en ce qui concerne les programmes de formation, l'approche par compétences et le projet de réussite scolaire;
- de favoriser la mise à jour des connaissances disciplinaires ainsi que le développement de plus grandes habiletés pédagogiques;
- d'offrir aux enseignants des activités qui puissent leur permettre de mieux s'adapter aux changements qui se sont produits dans le domaine de l'éducation.

## **ARTICLE 1 OBJECTIFS**

La présente politique poursuit les objectifs suivants :

- encourager les départements à identifier et à définir leurs besoins de perfectionnement;
- valoriser les activités de perfectionnement individuel et collectif;
- favoriser une meilleure concertation entre la Direction des études, les départements et le comité de perfectionnement en ce qui a trait aux priorités de perfectionnement.

## **ARTICLE 2 PRINCIPES**

La présente politique s'appuie sur les principes suivants :

### **2.01 Responsabilités de la Direction du Collège**

Le Collège a la responsabilité de promouvoir et de valoriser les activités qui sont liées à l'enseignement, au développement des programmes et des compétences.

De plus, le Collège, de concert avec les départements et les enseignants, a le mandat de faciliter la mise en place et l'organisation d'activités de perfectionnement.

### **2.02 Responsabilités des départements**

Les départements ont la responsabilité d'identifier et d'analyser leurs besoins de perfectionnement et de les faire parvenir au comité de perfectionnement.

Les départements ont la responsabilité de faire les démarches nécessaires en vue de l'organisation des activités de perfectionnement qu'ils ont identifiées.

### **2.03 Responsabilités du personnel enseignant**

- 2.02.1 Les enseignants ont la responsabilité de définir et de faire connaître leurs besoins de perfectionnement.
- 2.02.2 L'enseignant qui s'inscrit à une activité de perfectionnement accepte de remplir les exigences qui sont liées à cette activité et cherchera, dans la mesure du possible, à faire profiter ses collègues des retombées de ce perfectionnement.

## **ARTICLE 3 CHAMP D'APPLICATION**

### **3.01** La présente politique s'applique aux enseignants à l'enseignement régulier.

Conformément à la clause 8-7.04 de la convention collective, la présente politique ne s'applique pas aux enseignants à la formation continue.

### **3.02** Sous réserve d'une acceptation par le comité de perfectionnement, la présente politique s'applique à l'enseignant permanent pendant les deux (2) premières années d'un congé sans salaire prévu à la convention collective.

## **ARTICLE 4 DÉFINITIONS**

Dans la présente politique, à moins de stipulations contraires, les expressions suivantes signifient :

### **4.01 Activités de perfectionnement**

Par activités de perfectionnement, on entend toute activité individuelle ou collective conduisant soit à l'acquisition de connaissances liées à son enseignement, soit à l'amélioration des habiletés pédagogiques et des compétences.

Une activité de perfectionnement peut se réaliser :

- 4.01.1 dans le cadre d'un programme de perfectionnement collectif tel que Performa;
- 4.01.2 à l'intérieur d'un établissement d'enseignement officiellement reconnu par le ministère de l'Éducation;
- 4.01.3 à l'extérieur d'un établissement d'enseignement officiellement reconnu par le ministère de l'Éducation à la condition, toutefois, que cette activité soit un cours ou un stage;
- 4.01.4 par une participation à des congrès, colloques, séminaires, conférences ou symposiums visant à promouvoir une discipline d'enseignement ou à parfaire l'enseignement de cette même discipline;
- 4.01.5 dans le cadre d'un programme de formation personnelle relié au développement professionnel.

#### **4.02 Pièces justificatives**

- a) L'original de chaque facture détaillée portant l'entête de l'institution responsable de l'organisation de l'activité ou faisant état des frais de séjour.
- b) Le compte de dépenses faisant état des frais de séjour, accompagné de coupons de caisse ou de factures originales.

### **ARTICLE 5 COMITÉ DE PERFECTIONNEMENT**

#### **5.01 Composition du comité**

Le comité de perfectionnement est un comité permanent qui regroupe les parties. Le Collège et le Syndicat y nomment au plus trois (3) représentants chacun dans les trente (30) jours ouvrables qui suivent l'entrée en vigueur de la convention collective; par la suite, chaque partie nomme ses représentants, de préférence à la fin de l'année d'enseignement.

Afin de rendre plus efficace le fonctionnement du comité de perfectionnement, les membres s'engagent à se réunir une fois par mois.

#### **5.02 Rôle du comité**

Le comité de perfectionnement a pour principales fonctions :

- a) d'établir les priorités de perfectionnement des enseignants conformément, s'il y a lieu, au programme d'accès à l'égalité établi selon l'article 2-4.00 de la convention collective;
- b) de définir les programmes de perfectionnement lesquels peuvent comprendre, entre autres, des stages industriels et des cours donnés par un organisme autre qu'un établissement d'enseignement;
- c) de déterminer l'utilisation et la répartition des montants prévus à la clause 7-1.01 de la convention collective à affecter à l'un ou à l'autre des programmes de perfectionnement ainsi que les modalités de versement des montants alloués aux enseignants;
- d) de fixer les critères d'admissibilité aux différentes activités de perfectionnement;
- e) de recevoir les demandes de perfectionnement des enseignants et de faire le choix des candidats en tenant compte cependant de l'avis du département.

Le comité de perfectionnement peut par ailleurs évaluer le caractère raisonnable des coûts reliés à une activité de perfectionnement en regard de l'ensemble des possibilités de perfectionnement dans le domaine.

### **ARTICLE 6 CHEMINEMENT ET ANALYSE DES DEMANDES**

#### **6.01 Cheminement à la Direction des ressources humaines**

- 6.01.1 Chaque activité de perfectionnement doit faire l'objet d'une demande distincte sur le formulaire approprié (DRH-16) qui devrait parvenir à la Direction des ressources humaines au moins trois (3) semaines avant le début de l'activité.

Chaque demande devra être accompagnée d'un document donnant de l'information sur les objectifs visés par la formation et devra faire part des coûts qui sont associés à ce perfectionnement.

6.01.2 Dans le cas d'une activité de perfectionnement qui s'inscrit à l'intérieur du programme Performa, il n'est pas nécessaire de remplir de demande individuelle. C'est alors la responsabilité du répondant local d'acheminer la liste des professeurs inscrits à chacune des activités.

6.01.3 Toute demande de remboursement doit être présentée à la Direction des ressources humaines au plus tard un (1) mois après la fin de l'activité de perfectionnement.

Il est de la responsabilité du participant d'acheminer à la Direction des ressources humaines tous les documents pertinents dans les délais prescrits.

## **6.02 Analyse par le comité de perfectionnement**

La Direction des ressources humaines soumet les demandes reçues aux membres du comité de perfectionnement afin qu'ils les analysent à la lumière de la présente politique.

La décision des membres du comité de perfectionnement est transmise à l'enseignant par la Direction des ressources humaines.

## **ARTICLE 7 BUDGET DE PERFECTIONNEMENT**

Le budget annuel de perfectionnement est établi en conformité avec les dispositions des articles 7-1.00 et 7-4.00 de la convention collective, notamment avec les clauses 7-1.01 et 7-4.06.

## **ARTICLE 8 ORDRE DE PRIORITÉ ET CONDITIONS DE REMBOURSEMENT**

Le comité de perfectionnement analyse les projets soumis en respectant l'ordre des priorités et les modalités de remboursement qui y sont rattachés.

Le remboursement des activités individuelles de perfectionnement, selon l'ordre établi à l'article 8, se fera intégralement pour les enseignants à temps partiel ayant accumulé deux (2) ans et plus d'ancienneté au Cégep et s'effectuera au prorata de la charge individuelle de l'enseignant pour ceux qui ont moins de deux (2) ans d'ancienneté.

Pour les fins de la présente politique, l'année d'enseignement couvre la période s'échelonnant entre le début de la session d'automne et la fin des vacances.

### **8.01 Priorité 1**

#### **8.01.1 Perfectionnement collectif**

Perfectionnement collectif, crédité ou non, connexe aux disciplines d'enseignement ou relié aux activités pédagogiques (ex. : Performa).

Les frais d'inscription et de scolarité sont remboursés en totalité.

### 8.01.2 Perfectionnement crédité

Perfectionnement crédité connexe à la discipline d'enseignement ou relié aux habiletés pédagogiques de l'enseignant et suivi à l'intérieur d'un établissement d'enseignement officiellement reconnu par le ministère de l'Éducation.

Seuls les frais d'inscription et de scolarité sont remboursés sur présentation du reçu original et du relevé de notes officiel jusqu'à concurrence d'un montant maximal de sept cent cinquante dollars (750 \$) par année d'enseignement.

Le remboursement est conditionnel à la réussite des cours sauf dans des cas jugés exceptionnels.

L'enseignant qui démontre qu'il a participé activement aux différentes activités d'apprentissage et d'évaluation pourra être remboursé après évaluation par le comité du caractère raisonnable de sa demande.

Dans le cadre de la formation créditée, advenant l'existence de fonds résiduels en fin d'exercice, 60 % de ces fonds pourront être utilisés pour rembourser, de façon équitable, la partie des frais de scolarité excédant le remboursement initial de sept cent cinquante dollars (750 \$) pour les enseignants dont le perfectionnement a été directement lié à leur discipline d'enseignement ou au perfectionnement pédagogique.

## 8.02 Priorité 2

### Congrès, colloques et séminaires

Inscription à des congrès, colloques, séminaires, conférences ou symposiums qui sont reliés à l'enseignement ou à la pédagogie collégiale.

8.02.1 Les frais d'inscription sont remboursés selon les normes suivantes :

- a) un montant maximal de cinq cents dollars (500 \$) par année d'enseignement pour chaque enseignant à temps complet ou à temps partiel;
- b) un nombre maximal de participants à une même activité de perfectionnement, soit :
  - trois (3) pour un département regroupant **moins** de dix (10) enseignants à temps complet ou l'équivalent;
  - quatre (4) pour un département regroupant **plus** de dix (10) enseignants à temps complet ou l'équivalent.

La priorité sera donnée aux enseignants occupant un poste, une charge à temps complet ou une pleine charge/session. Les enseignants bénéficiant du programme volontaire de réduction du temps de travail (5-14.00 de la convention collective) sont considérés comme ayant un statut à temps complet.

8.02.2 Les frais de séjour sont remboursés selon la politique institutionnelle en vigueur portant sur les frais de voyage et de séjour (politique numéro 3 actuellement en vigueur).

Le montant maximal pourra être dépassé, après discussion par le comité, dans le cas d'une activité de perfectionnement recommandée ou organisée par les coordinations provinciales.

### **8.03 Priorité 3**

#### **Perfectionnement individuel non crédité**

Perfectionnement individuel lié directement à la discipline d'enseignement ou relié aux habiletés pédagogiques de l'enseignant et suivi dans un établissement non reconnu par le ministère de l'Éducation.

- 8.03.1 Les frais d'inscription sont remboursés sur présentation du reçu original et de l'attestation du cours, et ce, jusqu'à un montant maximal de cinq cents dollars (500 \$) par année d'enseignement.

### **8.04 Priorité 4**

#### **Perfectionnement individuel s'inscrivant en dehors du champ de spécialisation**

Perfectionnement individuel s'inscrivant en dehors du champ de spécialisation de l'enseignant.

- 8.04.1 Les frais d'inscription et de scolarité sont remboursés sur présentation du reçu original, et ce, jusqu'à un montant maximal de cinq cents dollars (500 \$) par année d'enseignement.

### **8.05 Priorité 5**

#### **Perfectionnement individuel en formation personnelle**

Perfectionnement individuel s'inscrivant dans le cadre d'un programme de formation personnelle reliée au développement professionnel.

- 8.05.1 Les frais d'inscription et de scolarité sont remboursés sur présentation d'un reçu original, et ce, jusqu'à un montant maximal de cinq cents dollars (500 \$) par année d'enseignement.
- 8.05.2 Les montants sont versés à la fin de l'année d'enseignement et le pourcentage de remboursement est établi lors de la dernière réunion annuelle du comité de perfectionnement en fonction des disponibilités budgétaires.

- 8.06 Il n'y a aucun remboursement des cotisations professionnelles.

- 8.07 Le comité s'engage à évaluer, au plus tard le 15 avril de chaque année, les demandes de colloques et d'activités qui ont lieu à la fin de l'année. Il doit s'assurer que celles-ci sont traitées selon les mêmes modalités.

## **ARTICLE 9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

- 9.01 Le budget annuel de perfectionnement ne peut être utilisé pour verser le salaire à un enseignant qui bénéficie d'un congé en vertu des dispositions de l'article 7-2.00 de la convention collective.
- 9.02 Aucune bourse de perfectionnement ne peut être octroyée pour verser le salaire d'un enseignant qui bénéficie d'un congé en vertu des dispositions de l'article 7-3.00 de la convention collective.

## **ARTICLE 10 DISPOSITIONS FINALES**

- 10.01** Le préambule fait partie de la présente politique.
- 10.02** La Direction des ressources humaines est responsable de l'application de la présente politique.
- 10.03** La présente politique a été adoptée le 27 janvier 2003.
- 10.04** La présente politique abroge tout autre document ou politique adopté antérieurement.